



Déclaration FSU au CTSD du 20 janvier 2022

IBIZA

C'est parce qu'il fallait « coller au plus près des réalités du terrain », a-t-on entendu, que le protocole sanitaire que tous les personnels de l'Education nationale attendaient pour organiser la rentrée du 3 janvier a été divulgué le dimanche soir 2 janvier sur un journal payant. Ce scandale à lui seul a fait prendre conscience aux Français des difficultés de pilotage vécues dans l'EN depuis le début de la pandémie et même depuis 5 ans. Mais le scandale est bien plus grave quand on apprend que ce retard provient très vraisemblablement des vacances prises par le ministre aux Baléares.

Ce niveau de mépris est colossal pour ceux qui, au réel, maintiennent « l'école ouverte » : enseignants, CPE, AED, AESH, Psy-EN, infirmières scolaires, assistantes sociales et agents d'entretien ... Portés par notre conscience professionnelle, nous faisons tenir les établissements scolaires depuis 20 mois, chacun assurant ses missions mais désormais, avec un protocole qui désorganise complètement les vies scolaires et les classes. Celles-ci se vident et se remplissent au gré des tests positifs des élèves ce qui met en tension toute la profession. Les personnels sont à bout, au bord de la rupture. La grève du 13 janvier par son ampleur a montré qu'il fallait en finir avec ces errements.

Et pourtant, si le gouvernement a concédé quelques avancées sur la fourniture de masques qu'on espère cette fois de qualité et sur des recrutements supplémentaires en AED notamment, il n'a pas pris la mesure des efforts qu'il faut engager pour notre jeunesse et son école, surtout en termes de vivier de remplacement devenu peau de chagrin au fil des ans. Dans les lycées, le calendrier intenable structurellement, doit être revu aussi en raison du contexte sanitaire et des absences nombreuses des élèves. Les épreuves de spécialité du baccalauréat doivent être reportées en juin et cette annonce doit être faite sans attendre. Le bac doit redevenir égalitaire avec des épreuves nationales terminales et anonymes. Cela passera par l'abandon de ce contrôle continu comptant 40 % du bac qui génère stress et tensions entre les élèves et leurs enseignants, les familles et les directions. Dans les collèges, les retards d'apprentissage des élèves doivent conduire à des allègements de programmes et des aménagements du DNB.

Les 440 suppressions de postes prévues à la rentrée 2022 doivent être bien évidemment annulées pour permettre de préparer enfin une rentrée plus sereine dans les établissements. 54 postes sont encore retirés dans le second degré de l'académie. Les

lycées généraux de la Manche sont à nouveau saignés avec 18.5 postes supprimés mettant en péril des spécialités, des options et les conditions générales d'apprentissage des élèves. Les collèges de la Manche obtiennent 2 ETP de plus ce qui est loin de réparer l'énorme casse de 2021 où 33 ETP avaient été supprimés. La part d'heures supplémentaires croissante vient dégrader encore plus le travail des enseignants, qui sont, répétons-le, au bord de la rupture ! C'est incompréhensible et tellement éloigné de la réalité ! A croire que ces décisions sont prises les pieds dans le sable depuis un pays étranger !

Dans la Manche, où la mer n'est pas aussi chaude qu'aux Baléares, apprendre à nager en EPS doit se dérouler en piscine. Personne ne comprend pourquoi consigne a été donnée d'arrêter cet apprentissage dans le département pour nos élèves alors que les autres activités pédagogiques se poursuivaient avant de l'autoriser de nouveau cette semaine. Quel flou ! De plus, en 3 ans, tous les moyens liés aux sections sportives scolaires du département ont disparu des règles de calculs des DHG. En ne fléchissant plus ces moyens, et en les renvoyant à la marge d'autonomie des établissements, c'est une mise en concurrence accrue pour des dispositifs qui permettent de valoriser des parcours singuliers d'élèves. A l'approche des JOP 2024, la disparition programmée de ces SSS entache encore un peu plus l'image du ministre, qui n'a pas besoin de ça en ce moment.

Si la profession se sent méprisée et maltraitée, c'est aussi en raison du niveau de salaire parmi les plus bas des pays industrialisés, bien loin de permettre de passer des vacances à Ibiza même avec les immenses promotions rendues possibles par PREAU. Le point d'indice n'a pas été revalorisé une seule fois en 5 ans si bien que les avancements d'échelon sont annihilés par l'inflation. Cette maltraitance institutionnelle est insupportable pour des professions qui portent à bout de bras le service public d'éducation depuis 20 mois.

Reconnaissance des personnels, revalorisation salariale, recrutements massifs, sécurisation sanitaire des établissements ... ces sujets essentiels que le gouvernement et le ministère n'ont pas voulu traiter seront rappelés avec force lors des rassemblements du 20 janvier et de la grève interprofessionnelle du 27 janvier. Et cette fois, il faudra y répondre vraiment.